



Déclaration au CSASD du 24 janvier 2023

Monsieur le Directeur des services de l'Education nationale,
Mesdames et messieurs les membres du CSASD 47,

Les déclarations se suivent- et se ressemblent. Dénonçant, encore et toujours, des DGH qui ne visent ni l'intérêt des élèves, ni l'amélioration des conditions de travail des personnels, ni plus largement l'intérêt de l'Ecole républicaine. Force est de constater que l'Institution poursuit sa tâche de destruction de cette même école à merveille.

Nous n'avons de cesse de réclamer des moyens- lesquels demeurent toujours insuffisants. Depuis le temps que nous alertons, que nous appelons à l'aide, le cynisme reste notre interlocuteur privilégié. Et la déconnexion totale de la réalité du terrain continue de caractériser ceux qui décident.

Lorsque les effectifs augmentent, logiquement les DGH devraient augmenter- or certains établissements échappent à cette logique comme le LP de Clairac qui gagne 37 élèves mais dont la DGH baisse ou le LP de Foulayronnes qui voit sa dotation amputée de 30h alors que l'effectif mentionne 14 élèves supplémentaires. Et que dire des SEGPA où les effectifs augmentent mais où l'on perd 49h dans la DGH! La destruction des structures SEGPA décidée par la Rectrice se poursuit.

Oui...peu importe que les plus fragiles de nos élèves soient de fait les premières victimes du mépris de l'Institution pour leur avenir. Peu importe que la charge des enseignants s'accroisse, en compromettant leur santé, parfois- en interrogeant leur vocation, souvent.

Aujourd'hui nous siégeons dans la chambre d'enregistrement de la saignée à venir des collèges et lycées de notre département, comme Palissy, De Baudre, qui- à effectifs stables- subissent des baisses de DGH très conséquentes!. Ce qui importera, ce sera bien de rendre le nombre de postes demandé, commandé, on l'a compris.

Et, encore une fois, peu importe cette désormais impossibilité d'enseigner dans des conditions dignes - pardon pour le gros mot.

D'ailleurs, travailler dans des conditions acceptables et pour les élèves et pour les enseignants, est-il normal que cela soit devenu une revendication? N'est-ce pas ce à quoi notre hiérarchie, à tous les niveaux, doit veiller, ce à quoi elle doit s'employer?! Sommes-nous si exigeants, nous qui souhaitons transmettre, sans avoir à quémander perpétuellement des moyens, sans nous décourager, sans asphyxier notre enthousiasme?

Nous subissons depuis des années des contre-réformes destructrices, des suppressions de postes, la baisse des moyens- qui mettent à mal notre système éducatif.

Et alors que FO revendique pour tous les personnels de l'Education nationale- et en particulier pour ceux qui sont le plus en difficultés (AESH, AED, catégories C...) une augmentation indiciaire sans contrepartie- a minima à hauteur de l'inflation, et le rattrapage des 25% de pouvoir d'achat perdus en 20 ans- voilà qu'on nous promet une meilleure rémunération en fonction de "missions supplémentaires" ou en fonction de "l'investissement dans des projets innovants"!

Comment le mépris pour le corps enseignant a-t-il pu atteindre un tel niveau?! Attendre que les professeurs déjà épuisés par leurs charges quotidiennes se rajoutent des tâches supplémentaires pour attraper les miettes qu'on leur jette?!

FO n'acceptera pas de prime individualisée, comme dans les entreprises privées- même si vous vous acharnez à faire de l'Ecole une entreprise, ce de plus en plus dangereusement. Ce sont ni plus ni moins des primes à la territorialisation de l'Ecole et à sa déréglementation, des primes pour être lié à un contrat d'objectifs fixé avec les élus territoriaux, les représentants de parents, les associations, les élèves...des primes pour accepter la remise en cause de sa liberté pédagogique et de son statut!

FO exige l'abandon de ces mesures territoriales et rappelle son attachement indéfectible au cadre national de l'Ecole.

Par ailleurs, FO revendique le respect du statut des différents corps enseignants, l'abandon des annonces concernant les P.E. au collège- le maintien de l'enseignement technologique en 6ème.

Notre fédération maintient son opposition à la réforme de la voie professionnelle et demande son abandon. Elle réclame en outre le retour à un baccalauréat national, avec des épreuves finales et anonymes.

Et alors que nous réaffirmons ces positions dans toutes les instances, souvent en commun avec les autres organisations syndicales, vous continuez à dérouler de manière imperturbable vos projets. Vous: ceux qui décidez ou qui appliquez.

Ce n'est pas sans rappeler la méthode du gouvernement qui s'entête avec sa contre-réforme des retraites, ce malgré l'opposition de la totalité des organisations syndicales et de l'immense majorité de la population. Oui, nous refusons ce projet injuste et brutal: notre système de retraites par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie cette réforme! Nous exigeons la redistribution des richesses à travers les salaires et les cotisations.

Dans toute la France, le 19 janvier dernier, 2 millions de manifestants sont descendus dans la rue à l'appel des confédérations.

La population est en colère, nous enseignants, sommes en colère. 62 ans c'est déjà trop pour un métier qui a sa part de pénibilité! Nous voulons la retraite à 60 ans et à taux plein!

Nous allons continuer à nous battre pour tenter d'enseigner encore dans cette Ecole que nos dirigeants malmènent et pour laquelle ils ne nourrissent que de funestes projets. Depuis le Statut général des fonctionnaires de 1946, les fonctionnaires ne sont plus les agents du gouvernement et de la majorité politique au pouvoir, mais les services de la République. C'est pourquoi nous emploierons toute notre énergie à défendre l'un des socles qu'est l'Ecole de sa destruction annoncée, amorcée et assumée.

Merci par avance pour ce moment de dialogue social que nous allons vivre ici- lequel, assurément, nous démontrera que cette instance n'est pas vaine.

Laetitia Calbet et Quentin Kammer pour la FNEC FP FO 47